



Une crise sanitaire grave qui révèle les effets catastrophiques des politiques néolibérales d'austérité menées depuis plus de deux décennies.

Lors de son allocution du 12 mars dernier, comme dans celle en directe de Mulhouse le 25 mars à grand renfort de mise en scène guerrière, Emmanuel Macron a loué l'État-Providence et promis un changement de cap politique, estimant que certains « biens et services sont trop précieux pour être soumis aux lois du marché ». Une dizaine de jours après, ce discours résonne avec cynisme. Les hommages appuyés du gouvernement et d'anciennes ministres de la santé aux « blouses blanches » ne sauraient faire oublier leur responsabilité dans la crise sanitaire actuelle. Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs depuis Sarkozy ont conduit à la fermeture de 15 % des lits en soins intensifs, et, en 2018, 4712 lits d'hospitalisation ont été fermés. Les personnels soignants qui alertent depuis 2 ans le gouvernement sur la crise de l'hôpital public sont épuisés, et le matériel nécessaire manque cruellement, à commencer par les masques, les combinaisons de protection et les tests de dépistage. Nous avons besoin de ce matériel et des lits de réanimation maintenant et pas dans quinze jours.

L'intersyndicale exprime sa solidarité et son total soutien aux personnels soignants ainsi qu'à tous les autres Salarié·e·s obligé·e·s de travailler de jour comme de nuit au péril de leur santé et de leur vie.

L'intersyndicale auboise CGT FO FSU et Solidaire demande au gouvernement de tenir ses engagements en ce qui concerne le plan pour l'hôpital public annoncé dernièrement, en les mettant en œuvre dès à présent.

Imposer des reculs sans précédent aux salariés et aux agent·e·s de la Fonction Publique. C'est inhumain et indécent.

Le projet de loi voté par le Parlement permet à l'employeur de déroger aux règles en vigueur concernant le temps de travail et une partie des congés payés. Il est ainsi prévu que le gouvernement puisse modifier par ordonnances « les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail et des jours de repos affectés sur le compte épargne-temps du salarié, en dérogeant aux délais de prévenance et aux modalités d'utilisation définis (...) [par le] Code du travail, les conventions et accords collectifs ainsi que par le statut général de la fonction publique. » L'interdiction des licenciements durant la période de confinement, revendiquée par nos organisations syndicales, ne figure pas dans le texte. Ces mesures ne répondent en rien à l'urgence sanitaire et montrent que le gouvernement se soucie davantage de la santé du capital que de celle de la population.

Les banques sont au centre des aides économiques prévues par les ordonnances, sans aucune exigence de contreparties. On aurait pu rêver que les ordonnances interdisent le reversement de dividendes, au moins cette année, pour aider au partage des richesses. Nada. L'annonce de 4 milliards d'aide pour les start-up fait un drôle d'effet quand on ne connaît toujours pas le montant du soutien aux hôpitaux...

Le gouvernement et le Medef, responsables de la crise de l'hôpital public, cherchent désormais à instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer des reculs sans précédent aux salariés et aux agent.es de la Fonction Publique. C'est inhumain et indécent.

Solidaires, uni·e·s et déterminé·e·s à combattre des politiques d'austérité suicidaires.

En pleine crise sanitaire l'urgence n'est très certainement pas d'exposer inutilement les travailleurs et les travailleuses et de leur imposer de travailler davantage !

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires trouvent inacceptable ce discours paradoxal, l'ambiguïté du gouvernement où l'on passe de « tout le monde reste à la maison » à « tout le monde au boulot ». De nouveau elle insiste sur le besoin de distinguer les secteurs essentiels, (santé, alimentation, services publics...) avec l'obligation de protéger la santé des salariés, des autres secteurs, notamment industriels.

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires exigent des mesures réelles et du matériel de protection tout de suite pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses !

L'intersyndicale **demande l'arrêt de toutes les activités qui ne sont pas essentielles aux besoins de la population et la suppression de toutes mesures dérogatoires aux accords collectifs.** Nos organisations syndicales exigent **immédiatement** des moyens financiers, matériels et humains pour le système de santé public afin de permettre à l'ensemble des personnels de la santé et de l'action sociale de remplir leurs missions en toute sécurité, ainsi que des augmentations de salaire pour les personnels soignants. Elles appellent chacune et chacun à manifester sa solidarité et son soutien aux personnels soignants ainsi qu'à tous les autres salarié·e·s obligé·e·s de travailler dans un tel contexte. Elles n'oublient pas qu'il y a peu le gouvernement n'hésitait pas à réprimer violemment ces mêmes salarié·e·s qui se mobilisaient dans la rue pour défendre notre système de santé public. Elles n'oublient pas non-plus la responsabilité du Président et de sa majorité dans cette crise et ne souscriront pas à une « union sacrée » sans signes forts d'un changement radical de politique, ni à un recul sans précédent des droits collectifs. Cette crise révèle plus que jamais la faillite du libéralisme et démontre, si cela était nécessaire, le rôle vital de la solidarité, des services publics et de l'Etat-Providence.

Troyes, le 30 mars 2020.